

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

# L'ÉCHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 15 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

### INSERTIONS.

Annonces, la ligne. . . 20 c.  
Réclames. . . . . 30  
Faits divers. . . . . 75

**RÉSERVES SONT FAITES**  
Du droit de refuser la publication des insertions reçues et même payées, sans restitution dans ce dernier cas ; Et du droit de modifier la rédaction des annonces.

Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi.  
Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne :

A PARIS,  
A L'AGENCE HAVAS  
8, place de la Bourse,

### ABONNEMENT.

Saumur : 30 fr.  
36 mois : 16  
12 mois : 8  
Poste : 35 fr.  
36 mois : 19  
12 mois : 10

On s'abonne :

A SAUMUR,  
Au bureau du Journal  
ou en envoyant un mandat  
sur la poste,  
et chez tous les libraires.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

SAUMUR

22 Juillet 1882.

## BULLETIN

La Chambre des députés a voté les crédits demandés par le gouvernement pour notre marine, c'est-à-dire pour l'intervention en Egypte.  
M. Clémenceau a continué le débat de la nuit ; mais il a été assez faible, car sa disposition à voter les crédits était une grande valeur à ses arguments contre la politique du ministère.  
Nous remarquons toutefois dans son discours quelques observations assez justes sur la ligne de conduite de M. de Freycinet, sur les dangers que peut nous faire courir une expédition d'Egypte, même accomplie de concert avec l'Angleterre.

Ainsi M. Clémenceau a relevé avec raison ce qui frappe tout le monde en France, c'est qu'on nous pousse beaucoup de l'autre côté de la Méditerranée, en Tunisie et en Egypte, comme si on voulait éparpiller et occuper pour longtemps nos forces sur la terre d'Afrique. M. de Bismark a encouragé jadis notre expédition de Tunisie ; il nous conseille aujourd'hui d'en faire une seconde aux bords du Nil : ce n'est certes pas l'amour de la France et le souci de nos intérêts qui lui inspirent cette politique.

Quant à l'alliance avec l'Angleterre, M. Clémenceau a soulevé une question fort délicate, celle du but à atteindre.  
Nous visons à maintenir le *status quo ante*. Or, l'Angleterre n'en veut pas, et, selon l'orateur, ce serait un *casus belli* avec nos alliés.

Le député de Paris demande avec raison au ministre quel plan il a fait avec ses alliés pour l'entrée, pour le séjour, pour la sortie ? Nous avons résisté à l'Angleterre pour le bombardement d'Alexandrie. Si nous lui

résistons encore pour d'autres mesures militaires, nous ne sommes vraiment pas ses alliés ; si nous la suivons, nous risquons d'être entraînés dans son action, plus loin que nous ne voulons aller.

Ce sont là les deux points inquiétants de la crise égyptienne. M. Clémenceau les a indiqués à la Chambre, mais trop brièvement pour saisir la lourde intelligence de la majorité : il aurait produit un effet plus considérable s'il eût développé un peu plus la politique de Berlin et la politique de Londres.

Peut-être alors la majorité républicaine eût-elle compris les périls de cette aventure où nous pousse M. de Bismark et où nous jouera le Foreign-Office.

Avant-hier est arrivée une nouvelle assez imprévue qui peut modifier la situation dans les affaires d'Egypte.

Une circulaire diplomatique signée de Saïd-Pacha a annoncé que la Porte, revenant sur sa décision première, consentait à participer à la Conférence.

Cette résolution a été prise par le Divan au moment même où la Conférence était saisie de la proposition anglo-française relative à la protection du canal de Suez et où l'intervention armée des deux puissances paraissait imminente. Faut-il voir dans ce revirement de la Porte un moyen d'entraver l'action de l'Europe, où une intention d'intervenir elle-même en Egypte ? Nous ne le savons, car la circulaire ne s'explique pas, mais toutes les suppositions sont possibles.

Il est bien clair que si la Porte, après l'avoir refusée si longtemps, offre aujourd'hui son action militaire, les résolutions des cabinets de Londres et de Paris vont être suspendues. Il faudra, avant de rien entreprendre, discuter les offres de la Sublime-Porte et les conditions dans lesquelles devra s'exercer son intervention. Tout cela va prendre du temps, à moins que l'Angleterre ne veuille brusquer le dénouement, comme elle a brusqué le bombardement d'Alexandrie.

Un fait récent nous prouve que la Turquie méditait depuis quelques jours ce changement d'attitude.

On sait que Dervis-Pacha, renonçant à rien faire en Egypte, s'était embarqué pour Constantinople. Quelques heures après son départ, une dépêche est arrivée du Divan à son adresse, dépêche fort importante, paraît-il, puisque l'amiral Seymour a fait partir un paquebot à toute vapeur pour rappeler le commissaire ottoman. Au reçu de la dépêche, qui lui est parvenue en pleine mer, Dervis est, en effet, revenu immédiatement à Alexandrie, et depuis il ne songe plus à quitter l'Egypte.

Il est probable que le Sultan, décidé à prendre part à la Conférence, a voulu maintenir son commissaire en Egypte, avec de nouvelles instructions, pour affirmer une fois de plus son autorité et ses droits suzerains sur le pays.

Nous sommes donc en face d'un nouveau temps d'arrêt et d'une reprise des négociations sur une autre base.

Une circonstance, toutefois, pourrait se présenter, qui annulerait l'effet de la circulaire du Divan. C'est celle que nous indiquions tout à l'heure, c'est l'hypothèse où l'Angleterre, déjà maîtresse d'Alexandrie et de Suez, voudrait pousser en avant, sans tenir compte des nouvelles propositions de la Turquie.

Dans les conjonctures actuelles, il faut s'attendre à tout, et cette supposition n'est pas improbable.

Si la Turquie en effet change d'attitude, l'Allemagne aussi opère un revirement politique ; on le remarque depuis quelques jours. M. de Bismark, après avoir été partisan de l'intervention ottomane, se montre aujourd'hui chaudement favorable à une intervention anglo-française qui lui déplaisait au début.

Voici, à ce sujet, ce que le *Soleil* publiait il y a deux jours :

« Nos correspondants, qui sont en mesure d'être bien renseignés, croient savoir, en outre, que la Prusse, qui était si opposée, il y a peu de temps, à l'intervention

anglo-française, serait devenue tout à coup favorable à cette combinaison. Ils expliquent ce revirement inattendu par un bruit fort répandu dans les chancelleries. Il se dit beaucoup, dans le milieu dont il s'agit, qu'avant de tirer son premier coup de canon contre les forts d'Alexandrie, l'Angleterre aurait engagé avec le cabinet de Berlin une négociation de laquelle il résulterait que, la question égyptienne une fois réglée, le cabinet de Londres n'opposerait plus son veto à la main-mise de l'Allemagne sur le grand-duché de Luxembourg. »

Cette nouvelle est fort grave. Si M. de Bismark s'entend avec lord Granville pour mettre la main sur le Luxembourg, pendant que la Grande-Bretagne mettra la main sur l'Egypte, la crise orientale aura son contre-coup en Occident ; la marche des Anglais sur le Caire aura pour pendant la marche des Allemands sur notre frontière du Nord.

On raconte en effet que, à l'avant-dernier conseil des ministres, trois voix se sont prononcées contre l'expédition projetée ; MM. J. Grévy, de Mahy et le général Billot, émus des desseins de M. de Bismark et de l'entente secrète anglo-allemande, ont voté contre l'intervention.

Comment notre ministre des affaires étrangères n'a-t-il rien vu, quand trois de ses collègues lui montraient le danger ? A-t-il donc, comme M. Barthélemy Saint-Hilaire, une « grande reconnaissance » pour les bons offices de M. de Bismark ? Ne comprend-il pas enfin que, pendant que nos soldats escorteront le triomphe des Anglais en Egypte, le système des annexions allemandes s'étendra sur notre frontière et que les soldats prussiens s'installeront à Luxembourg comme ils sont installés à Strasbourg et à Metz, resserrant par une étape nouvelle le cercle de fer qui nous enferme ?

La question du Luxembourg date de 1867. Va-t-elle être résolue contre nous et avec notre concours ? Cette colossale duperie serait le couronnement de la politique de M. de Freycinet.

Feuilleton de l'Écho Saumurois.

## CLÉRICALE !.

Par M<sup>lle</sup> CLAIRE de CHANDENEUX.

### CHAPITRE VI.

Le docteur Cottel fit une belle cure.  
La jeune mère fut enfin déclarée hors de danger et l'on vit s'épanouir les visages assombris depuis de longues semaines dans la villa coquette de Fontenay.  
La convalescence fut extrêmement lente ; le plus léger effort physique était interdit à Geneviève ; la moindre fatigue d'esprit lui demeurerait préjudiciable.  
Elle vécut le reste de l'été comme un de ces oiseaux des îles transplantés dans nos climats froids, et dont on ne prolonge les jours qu'avec des précautions minutieuses, incessantes surtout.  
Les émotions, le bruit, le mouvement lui demeurant interdits, elle passa la saison dans une sorte de somnolence malade, son enfant dans les bras, le regardant dormir, l'écoutant vivre, oubliant que cette chère petite vie ébranlait profondément la sienne propre.

On appelait l'enfant *Jeannine*, et ce nom, qui n'avait pas été choisi d'avance dans le cercle de famille, paraissait à la douce petite maman un délicieux diminutif du nom de Jeanne, si noblement, si saintement porté en France par Jeanne de Valois, par Jeanne de Chantal, par Jeanne d'Arc !

Un jour qu'elle exprimait cette pensée devant sa belle-sœur, la blonde Lucy s'écria d'un air de persiflage :

— Vous êtes unique, ma pauvre Geneviève, pour voir dans un nom mille souvenirs, mille gloires, mille choses, que d'autres n'y sauraient découvrir.

— Mais pourtant, Lucy, le nom de Jeanne...

— Vous étonneriez bien mon père, si vous lui contiez tout ce que vous supposez que renferme le prénom donné par lui à sa petite-fille !... Car, vous savez qu'il l'a décidé lui-même... vous étiez alors, ma chère, bien incapable de vous en occuper.

— Je sais... oui... j'étais bien malade, quand on a baptisé ma mignonne... mais quel motif a fixé la préférence de M. Bourgeal ?

— Il avait, là-bas... en exil... un camarade chaudement aimé... mort sans revoir la France et pleuré !... Mon père l'a pleuré, c'est tout dire. Il s'appelait Jeannin.

— Ah !... c'est pour cela ?

— Parfaitement.

Geneviève demeura quelques secondes toute déconcertée et comme froissée d'apprendre que la jolie petite créature qu'elle chérissait avait son nom au souvenir d'un déporté mort à la Guyane.

Puis elle l'embrassa longuement, lui sourit et n'y pensa plus guère, absorbée qu'elle fut bientôt par le bonheur de retrouver à la fois sa santé revenue et toutes ses joies maternelles épanouies.

D'ailleurs, il eût été inutile et dangereux d'en parler à M. Bourgeal, lequel n'aurait pas manqué cette occasion de débâter contre l'ordre établi et de divaguer furieusement au sujet d'un passé douloureux.

Le vieillard devenait quinteux, de plus en plus sombre. La fin tragique de son ami Martel semblait avoir frappé son esprit sans ébranler son cœur glacé.

Certaines déconvenues financières contribuaient aussi à aigrir son humeur. Des spéculations conseillées par lui à son fils avaient échoué pitoyablement ; quelques-unes même emportèrent des sommes relativement considérables pour une fortune modeste comme celle des Bourgeal.

Léon paya et se promit d'être plus prudent à l'avenir. Le vieillard paya, lui aussi, mais il ne possédait pas la dot d'une jeune femme pour combler la brèche ouverte, et son caractère s'en ressentit àrement.

Un matin, Jeannine endormie dans la petite voiture que sa mère poussait devant elle, la jeune femme passait devant l'église de Fontenay — dont la vue évoquait invariablement dans son esprit le pénible souvenir de son mystérieux mariage religieux, — elle croisa le vieux curé qui revenait de porter à un malade les derniers sacrements.

Il se pencha vers la fillette, lui envoya le paternel sourire de sa bouche édentée, et félicita amicalement la mère de son retour à la santé.

On ne visitait point le curé, certes, chez les Bourgeal, mais on le saluait... par convenance.

Quand on admirait l'enfant, on prenait le cœur de Geneviève. Seule à la Joliette elle entretenait quelques rares relations avec le presbytère. Elle mit sa petite main rose dans la main ridée du vieux prêtre, et subitement ramenée à un ordre d'idées tout spécial :

— Monsieur le curé, Jeannine dérive bien de Jean, de Jeanne, n'est-ce pas ?

— Mais... je le suppose, ma chère dame, répondit-il étonné. C'est un nom tout nouveau.

— Vous le supposez, monsieur le curé ?... Vous n'êtes donc pas certain ?... Je croyais que pour donner un prénom, au baptême, il fallait qu'il dérivât sûrement d'un nom inscrit au calendrier catholique.

— C'est exact, mon enfant.

— Eh bien !... Jeannine provient de saint Jean,





